

ECONOMIC
AND
SOCIAL COUNCILCONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIALUNRESTRICTED
E/CN.4/SR/45
17 December 1947
Original: FRENCHCOMMISSION DES DROITS DE L'HOMMEDEUXIEME SESSION

Compte rendu de la quarante-cinquième séance tenue au Palais
des Nations, Genève, le mercredi 17 décembre 1947,
à 21 h.15

Présents:

Présidente: Mme F.D. ROOSEVELT (U.S.A.)

Rapporteur: Dr MALIK (Liban)

Membres: Colonel W.R. HODGSON (Australie)

Professeur F. DEHOUSSE (Belgique)

M. A.S. STEPANENKO (Biélorussie)

Dr WU (Chine)

M. O. LOUTFI (Egypte)

Professeur R. CASSIN (France)

M. KLEKOVKIN (République socialiste soviétique
d'Ukraine)

Lord DUKESTON (Royaume-Uni)

M. A.E. BOGOMOLOV (Union des Républiques
socialistes soviétiques)

M. J.C.C. VICTORICA (Uruguay)

Dr V. RITNIKAR (Yougoslavie)

Secrétariat: M. Edward Lawson
Miss Kitchen

Institutions
spécialisées: M. WEIS (Organisation internationale des
Réfugiés)

Organisations non gouvernementales:

Catégorie A. Mlle Toni SENDER (Fédération américaine du
Travail)

M. ROBINET de CLERY (Union interparlementaire)

M. SERRARENS (Fédération internationale des
Syndicats chrétiens)

Catégorie B. Mlle de ROMER (Union internationale des ligues féminines catholiques)

M. RIEGNIR (Congrès mondial juif)

Examen du Rapport de la Commission des Droits de l'homme au Conseil économique et social.

LA PRÉSIDENTE propose de discuter le projet de Texte des Droits de l'Homme (document E/CN.4/77/L.annexe B.)

Le Dr MALIK (Rapporteur) précise que le plan des annexes est d'incorporer les remarques et commentaires qui ont été faits par les représentants lors de la discussion, à la fin du document qui contient les articles du Texte. Il a voulu éviter de surcharger le texte de chaque article par des notes marginales. Il prie les délégations de lui signaler tout commentaire ou remarque qui, par inadvertance, pourrait avoir été omis.

M. BOGOMOLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) constate que l'annexe B vient seulement d'être distribuée aux membres de la Commission qui, de ce fait, n'ont pas eu le temps d'examiner les remarques de près. Il demande que les délégations puissent remettre au Rapporteur les rectifications ou retouches éventuelles qu'elles voudraient apporter aux notes marginales.

LA PRÉSIDENTE déclare que ces corrections peuvent être remises dans le courant de la journée de demain, jusqu'à 17 heures.

Le Colonel HODGSON (Australie) constate que plusieurs représentants sont obligés de rentrer dans leur pays où ils feront rapport à leur gouvernement. Il estime que dans ces conditions ils doivent être en mesure de présenter un rapport dans un texte définitif.

La PRESIDENTE signale que, même après la distribution des documents aux divers gouvernements, il serait encore possible d'apporter de légères corrections par écrit.

M. VICTORICA (Uruguay) fait remarquer qu'au cours de la discussion, il a présenté plusieurs amendements, dont certains ont été appuyés par d'autres délégations. Il a donné lecture de remarques et de textes alternatifs qui ont été traduits en français, mais dont il ne trouve aucune trace dans le Rapport.

Le Dr MALIK (Rapporteur) répond que les remarques et opinions exprimées par le représentant de l'Uruguay ont été consignées dans le compte rendu des séances. Le Rapport, toutefois, est un document entièrement différent et il rappelle que la Commission a décidé que seules les remarques remises par écrit au Rapporteur, quelle que soit la langue dans laquelle elles soient rédigées, seront insérées au Rapport.

Le Dr WU (Chine) par motion d'ordre, propose d'adopter le Rapport et de décider que toute rectification de forme ou d'erreur matérielle pourra être remise au Rapporteur au plus tard le 18 décembre à 17 heures.

Le Dr MALIK (Rapporteur) déclare qu'il se tiendra à la disposition des délégations au Palais des Nations, jeudi, de 16 à 17 heures.

Le Professeur CAJSSIN (France) insiste pour qu'aucun changement ne puisse être apporté au fond du texte.

Le Dr MALIK (Rapporteur) précise que la Commission a décidé, en sa 44ème séance, qu'aucune note marginale ne pourrait être introduite après la clôture de la session. Seules seront admises les rectifications d'erreurs.

La PRESIDENTE confirme cette déclaration, en précisant que toute remarque additionnelle ou proposition de modification de fond doit être proposée avant la clôture de la séance. Elle annonce que la délégation des Etats-Unis proposera, dans cet ordre d'idées, deux modifications.

M. BOGOMOLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) rappelle qu'après la première session, on a pu remarquer une différence notable entre le texte français et le texte anglais des résolutions ou des décisions de la Commission. Selon le texte, le sens était parfois différent. Afin d'éviter toute confusion qui pourrait être le résultat des traductions, il demande que le Secrétariat compare soigneusement les textes en différentes langues, avant de transmettre les documents aux gouvernements.

Le Dr MALIK (Rapporteur) déclare ne pouvoir porter de responsabilité que pour les textes adoptés. Les traductions de ceux-ci sont assurées par des traducteurs officiels du Secrétariat des Nations Unies, spécialistes en la matière, en qui il a toute confiance.

M. BOGOMOLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) répond qu'une traduction peut être du point de vue linguistique ou grammatical en ordre, mais erronée du point de vue politique. Il estime que les traducteurs devraient être assistés d'un spécialiste en matière politique.

Le Colonel HODGSON (Australie) constate que la Commission a décidé de terminer ses travaux au cours de la séance et que le Rapporteur recevrait demain entre 16 et 17 heures les rectifications de forme éventuelles. Or, il constate que certaines

délégations désirent maintenant proposer également des modifications et des ajoutes qui pourraient altérer le fond du texte. Il propose que la Commission continue à siéger pour entendre la lecture de toutes les modifications proposées en ce sens. Les délégations auront ainsi l'occasion d'examiner ces propositions nouvelles et éventuellement d'y répondre.

La PRESIDENTE propose de laisser au Rapporteur le soin de juger si un texte apporte une modification au fond ou non.

Le Dr MALIK (Rapporteur) déclare qu'il n'acceptera aucune modification de fond après la fin de la session, à moins que l'auteur puisse prouver, en se référant aux décisions prises, qu'il s'agit d'une erreur.

Lord DUKESTON (Royaume-Uni) estime qu'il serait dangereux de commencer une discussion des textes. Ceux-ci ont été traduits par des spécialistes compétents. Il propose, à la lumière de la déclaration que vient de faire le Rapporteur, de le laisser juger si une modification constitue une amélioration du texte ou une altération du fond.

La PRESIDENTE rappelle que le représentant de la Chine a proposé formellement d'adopter le Rapport. Il a également été proposé que toute altération ou remarque additionnelle soit introduite par écrit avant la fin de la session. Elle invite la Commission à voter sur ces deux propositions réunies, avec la réserve que toute modification de forme ou correction d'erreur matérielle serait remise au Rapporteur dans le courant de la journée du 18 décembre.

Décision : Le Rapport sur le projet de Pacte des Droits de l'homme est adopté par neuf voix contre deux et une abstention.

Examen du projet d'Annexe A.

Le Dr LALIK (Rapporteur) déclare que cette annexe se composera de deux parties. D'une part, tous les articles de la Déclaration déjà adoptés, d'autre part, toutes les notes portant soit sur l'ensemble du document, soit sur des points spéciaux. Elle comprendra enfin les commentaires remis par écrit pour insertion dans le Rapport par les membres de la Commission.

La PRESIDENTE indique que la délégation des Etats-Unis a remis au rapporteur les 4 notes suivantes pour insertion en note de bas de page :

1) A l'article 8, la délégation des Etats-Unis s'associe à l'opinion exprimée par le représentant de l'Australie.

2) A l'article 18, la délégation des Etats-Unis suggère que le deuxième paragraphe de cet article pourrait être supprimé. Ce paragraphe apporte une précision qui relève des mesures effectives à prendre par les Nations Unies plutôt que la Déclaration.

3) A l'article 29, elle estime que l'énoncé des devoirs positifs de l'Etat dans cet article pourrait être supprimé car il tend à rompre l'équilibre des autres articles de la Déclaration où ces devoirs ne sont pas mentionnés.

4) A l'article 34, même remarque.

Le Colonel HODGSON (Australie) demande à ce que tous les commentaires soient lus avant la clôture de la session.

Lord DUKESTON (Royaume-Uni) fait observer que tous les commentaires remis par écrit sont inclus dans le rapport sous la responsabilité personnelle des membres

qui les présentent. Il est donc inutile de procéder à la lecture de ces commentaires.

Le Colonel HODGSON (Australie) déclare que certains commentaires peuvent nécessiter une réponse.

M. DEHOUSSE (Belgique) appuie le point de vue du représentant de l'Australie.

M. CASSIN (France) indique qu'il a remis au rapporteur les 4 commentaires suivants:

1) supprimer dans la Déclaration les commentaires 1 et 2 qui font double emploi avec le commentaire 8.

2) mettre en note les quelques lignes que la délégation française a présentées comme commentaire lors du vote de la Déclaration. Ce texte indique que la Déclaration est le premier résultat d'un travail de 18 mois et que malgré son imperfection elle apporte quelque chose de neuf.

3) dans la Convention, mentionner le texte présenté à l'article premier par la délégation française et retiré pour inclusion dans le Préambule sur la demande du représentant du Royaume-Uni.

4) Reproduire en annexe les textes présentés comme proposition de la délégation française, mais non adoptés.

M. VICTORIA (Uruguay) déclare qu'il a transmis au Secrétariat pour insertion dans le Rapport des commentaires contenant les propositions de l'Uruguay présentées en séance et non adoptées.

Le Dr MALIK (Rapporteur) déclare que le représentant du Panama a remis un commentaire pour inclusion dans le Rapport. Celui-ci contient les observations suivantes:

1) Le projet de Déclaration n'ayant pas de caractère obligatoire n'est ni défini, ni précis.

2) La Commission a voté à l'unanimité la proposition présentée par le Panama tendant à ce que lors de l'examen du projet de Déclaration, la Déclaration des droits de l'homme, dite de Philadelphie, soit prise en considération.

3) Le texte actuel du projet de Déclaration contient, sous forme d'article ce qui figure sous forme de commentaire dans le projet de Déclaration présenté par la délégation du Panama. D'autre part, ce projet de Déclaration contient des caractéristiques rédactionnelles impossibles à accepter par tous les Etats.

4) La seule base de discussion est la Déclaration présentée par le Panama qui, dans une forme abrégée, définit des droits acceptables par tous, et indique, d'autre part, les devoirs de l'Etat concernant la garantie de ces droits.

M. RIBNIKAR (Yougoslavie) déclare qu'il ne peut accepter le projet de Déclaration sous sa forme actuelle, mais qu'il a le ferme espoir qu'après avoir obtenu les suggestions des différents gouvernements relatives à ce texte, il sera possible d'élaborer une Déclaration acceptable par tous les Etats membres des Nations Unies.

Lord DUKESTON (Royaume-Uni) indique qu'il désire ajouter le commentaire suivant à l'article 29 de la Déclaration: la délégation du Royaume-Uni estime que la première ligne de cet article devrait être ainsi rédigée: "chacun a droit au travail et à la sécurité sociale"; cet article devrait être immédiatement suivi du texte de l'article 34. Ainsi serait marqué le rapport exact

entre le devoir de la collectivité d'assurer la sécurité sociale et le droit des individus au travail.

M. BOGOMOLOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) indique qu'il ne désire pas insérer de commentaire, mais revoir la traduction des textes proposés par sa délégation, qui figurent en note dans le Rapport.

La PRESIDENTE indique que la délégation des Etats-Unis désire ajouter à la page 6 de l'Annexe B, à la ligne 1 de la note 2 les mots "au paragraphe 5" après le mot "insertion"; à la quatrième ligne de la note 3, le chiffre 3 doit être modifié en 2. Enfin, la note 3 doit précéder la note 2. A la page 14, dans le commentaire n° 2, supprimer les termes "relatif à l'article 20 de la Convention".

La PRESIDENTE met aux voix le projet d'Annexe A.

Décision : La Commission adopte le projet d'Annexe A, par neuf voix et quatre abstentions.

Le Dr MALIK (Rapporteur) déclare que le projet d'Annexe C est la reproduction exacte du Rapport du Groupe de travail sur la mise en oeuvre. Il contiendra en outre les notes remises par les membres de la Commission pour insertion. Ces notes comprennent notamment une note du représentant de l'Uruguay.

La PRESIDENTE met aux voix le projet d'Annexe C.

Décision : La Commission adopte le projet d'Annexe C par neuf voix contre cinq.

La PRESIDENTE met aux voix les chapitres 8 à 12 du Rapport.

Décision : La Commission adopte les chapitres 8 à 12 du Rapport par 8 voix et quatre abstentions.

La PRÉSIDENTE adresse les remerciements de la Commission aux membres du Secrétariat de la Division des Droits de l'homme pour le dur labeur qu'ils ont accompli et le précieux concours qu'ils ont apporté au cours de cette session de la Commission des Droits de l'homme : le professeur J.F. HUMPHREY, Directeur de la Division des Droits de l'homme, M. LAWSON, M. E. GIRAUD, M. PERIT, Melle CHAIT, Melle KITCHEN et Melle LARQUE.

La PRÉSIDENTE adresse également les remerciements et les félicitations de la Commission aux interprètes : Mme HIMLY, M. CONFINO, M. CHATENAY, M. LAMBERT-LAMOND, M. SAMARINE. Elle exprime enfin la reconnaissance de la Commission à l'égard des rédacteurs de procès-verbaux.

M. ROBINET DE CLERY (Union interparlementaire) exprime au nom des organisations non gouvernementales des catégories A et B la reconnaissance de ces organisations pour la part qu'il leur a été donnée de prendre aux travaux de la Commission.

La séance est levée à 23 heures.